

HANDICAP INTERNATIONAL

COX BAZAR - BANGLADESH

FONDATION HAAS



DROIT AU BUT

DECEMBRE 2025

TABATHA SCHMIDHAUSER



## QUAND LE HANDICAP S'AJOUTE À L'EXIL

MISSION DECEMBRE 2025 AVEC HANDICAP INTERNATIONAL - CAMPS DE REFUGIES ROHINGYAS A COX'S BAZAR

### IL Y A DES LIEUX OÙ LE TEMPS SEMBLE FIGÉ.

À Cox's Bazar, au sud du Bangladesh, le présent est suspendu depuis des décennies. Ici, **plus d'1,3 million de réfugiés rohingyas vivent répartis dans 33 camps**, entassés sur des collines de terre friable, sans statut légal, sans liberté de mouvement, sans certitude pour demain.

Dans ce décor déjà brutal, le handicap devient une urgence invisible.

### Avant d'entrer dans les camps

Mercredi matin, la mission commence par un passage obligé au bureau gouvernemental du RRRC. Sans autorisation, impossible d'entrer dans les camps. Grâce au soutien de Nebiyu et Soheli, operation manager et coordinateur terrain de Handicap International, les formalités se déroulent rapidement.

Autour d'un café, les chiffres posent le décor : **33 camps, plus de 230'000 foyers**, une coordination assurée par le HCR, le volet santé par l'OMS, et plus de 140 ONG actives sur le terrain. Les camps se divisent entre ceux créés dans les années 1980, où les réfugiés bénéficiaient autrefois d'un statut légal, et les camps accueillant les nouveaux arrivants, qui ne reçoivent aujourd'hui que les besoins essentiels : nourriture et soins.

Près de **98'000 personnes vivent avec un handicap**, physique ou mental. Handicap International intervient dans 26 camps, avec des équipes présentes chaque jour au plus près des familles.

**1,3 M**

réfugiés  
rohingyas

**33**

camps

**98'000**

personnes vivent  
avec un handicap

**1990**

date du premier  
camps



#### **CAMP 4 - LE HANDICAP AU QUOTIDIEN**

Jeudi matin, dans le camp 4, la réalité prend des visages.

Dans un centre de réhabilitation, je rencontre **Asikur Rahman**, deux ans, atteint de paralysie cérébrale sévère. Son père est là, attentif au moindre geste. Ici, chaque progrès se mesure en millimètres, mais peut changer toute une vie.

Dans une pièce voisine, une psychologue accompagne **Mukarama**, quatre ans, et son père. Le travail ne concerne pas seulement l'enfant, mais aussi les parents : accepter, comprendre, continuer. Dans les camps, le handicap est encore trop souvent vécu comme une honte ou une punition.

Un peu plus loin, des hommes et des femmes apprennent à fabriquer des béquilles à partir de matériaux simples, ou à réparer des fauteuils roulants. L'autonomie devient un acte de dignité. Chaque semaine, un groupe d'entraide se réunit. Sept personnes, toutes avec un handicap physique. Accidents, blessures, chutes mal soignées. Ils parlent de leurs limites, de leurs peurs, mais aussi de ce qui leur permet d'avancer ensemble, dans une vie qu'ils n'ont pas choisie.

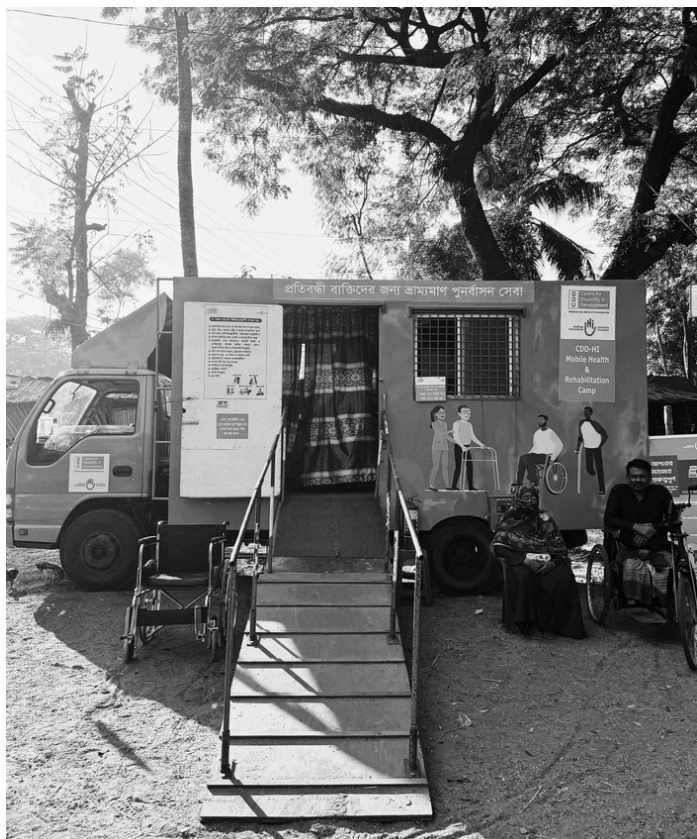
Le camp 4 accueille encore de nouveaux arrivants. Certains sont là depuis 2017, d'autres depuis quelques mois seulement. Beaucoup n'ont pas immédiatement de logement et doivent d'abord être hébergés par des proches déjà installés.

#### **KUTUPALONG REGISTERED CAMP - KTPRC - LES CAMPS « ENREGISTRÉS » DE COX'S BAZAR**

Dans les camps créés dans les années 1980, l'exil s'étire sur plusieurs générations.

Chez Arefa Begum et Soyedul Amin, parents de **Mohammad Amin**, deux ans, atteint de paralysie cérébrale, le regard des voisins pèse lourd. La peur du jugement empêche parfois de demander de l'aide. Les équipes de Handicap International se rendent alors directement au domicile, adaptent les espaces et accompagnent les parents au quotidien.

Je rencontre ensuite **Mir Ahmed**, 61 ans, amputé après un accident de la route. Ancien pêcheur et fermier, il dépend aujourd'hui de sa femme et de ses filles pour les gestes les plus simples. Ce qu'il demande n'est pas grand-chose : pouvoir se laver seul, aller chercher les rations, retrouver un peu d'autonomie. Cela fait plus de 33 ans qu'il vit dans les camps. Sa femme parle d'une « prison à ciel ouvert », les larmes aux yeux.



## À LA SORTIE DES CAMPS - UNE LUMIÈRE FRAGILE

Dans une clinique de MSF, Handicap International a installé un espace de réhabilitation. C'est ici que je rencontre **Noor Fatema**, dix ans. Robe rose pâle, sourire éclatant. Née avec une malformation congénitale des membres, elle essaie pour la première fois ses prothèses. Elle marche entre deux barres parallèles, tire un élastique jaune avec une fierté désarmante. Jusqu'ici totalement dépendante de sa mère et de ses sœurs, elle pourra bientôt se déplacer seule. Peut-être même aller à l'école.

## ET EN DEHORS DES CAMPS ?

Un camion médical sillonne les communautés hôtes, souvent oubliées de l'aide humanitaire. Physiothérapie, soutien psychologique, soins gratuits. Chaque jour, des dizaines de personnes y trouvent un accompagnement essentiel, quand les cliniques sont trop éloignées et les routes impraticables.

## CE QUE LE TERRAIN RÉVÈLE

Dans ces camps, personne n'est libre.

Pas de papiers d'identité. Pas de droit au travail. Pas de mouvement.

Le handicap n'y est pas seulement une condition médicale. Il devient une couche supplémentaire d'injustice, dans un exil sans horizon.

Et pourtant, chaque jour, des femmes, des hommes et des enfants continuent d'avancer. Parfois avec des béquilles bricolées, parfois avec des prothèses neuves. Toujours avec une dignité qui résiste à l'enfermement.

## ET APRÈS ?

À Cox's Bazar, les camps ne sont plus une réponse d'urgence. Ils sont devenus une condition de vie permanente. Ce qui devait durer quelques mois s'étire depuis des décennies. La vraie question n'est donc plus seulement comment l'aide est apportée, mais jusqu'où et pour quoi.

L'humanitaire sait contenir l'urgence. Il maintient en vie.

Mais il peine à répondre à la durée.

Dans un contexte de crise budgétaire globale, les lourdeurs de gestion et les coûts administratifs interrogent.

Le débat n'est pas celui de l'existence de grandes organisations internationales, mais bien de leur rôle réel sur le terrain : doivent-elles coordonner ou se substituer ? Superviser ou déléguer à des acteurs plus proches, plus agiles, plus enracinés localement ?

Si l'aide diminue, ou disparaît, que restera-t-il ?

Des camps surpeuplés, sans perspectives. Des familles enfermées dans une dépendance totale. Un terrain fertile pour les tensions, les ruptures sociales, voire les violences internes.

Sans solution politique au Myanmar, l'aide humanitaire ne peut offrir ni avenir, ni liberté.

Elle ne fait que suspendre l'effondrement.



## UN SYSTÈME HUMANITAIRE À REPENSER

Ce projet, au-delà de son impact immédiat, met en lumière les limites d'un système humanitaire arrivé à bout de souffle. À Cox's Bazar, l'aide n'est plus une réponse temporaire à une crise exceptionnelle, mais un mode de gestion permanent de l'exil. Ce qui devait être une solution d'urgence s'est transformé en un cadre durable, où plus d'un million de personnes survivent sans droits, sans statut et sans perspective.

Le rôle de l'ONU, et en particulier du HCR, mérite d'être questionné. La coordination centralisée est indispensable dans un contexte aussi complexe, mais elle devient problématique lorsqu'elle se transforme en contrôle excessif et en mise en œuvre directe d'un grand nombre d'activités. Là où des ONG internationales et locales disposent d'une expertise fine, d'une proximité réelle avec les communautés et de coûts de fonctionnement bien plus faibles, elles se retrouvent souvent reléguées à des rôles d'exécution, avec peu de marge de manœuvre. Cette logique interroge : l'ONU doit-elle coordonner l'aide ou s'y substituer ? Superviser ou absorber ? À force de tout centraliser, le système risque de perdre en efficacité ce qu'il gagne en standardisation.

Mais cette impasse ne relève pas uniquement des agences onusiennes. Elle est aussi le résultat d'un désengagement politique plus large. Les États donateurs financent l'urgence, année après année, sans investir réellement dans des solutions politiques, diplomatiques ou régionales. Le Bangladesh, confronté à une pression démographique et sociale immense, maintient les réfugiés dans un statut provisoire par crainte d'une installation définitive. Le Myanmar, de son côté, reste enlisé dans un conflit politique et identitaire qui rend tout retour sûr et digne impossible.

Ce vide politique est comblé par l'humanitaire. Les camps tiennent, les services essentiels fonctionnent, mais au prix d'une dépendance totale. Sans droit au travail, sans liberté de mouvement et sans horizon, les réfugiés s'enfoncent dans une attente interminable. Les communautés hôtes, elles aussi, s'épuisent. Les tensions montent, les frustrations s'accumulent, et les risques de ruptures sociales ou de violences internes deviennent réels.

Dans ce contexte, des projets comme ceux de Handicap International sont indispensables. Ils restaurent de la dignité, redonnent de l'autonomie, répondent à des besoins vitaux que personne d'autre ne prend en charge. Mais ils ne peuvent, et ne doivent pas, masquer l'essentiel : l'humanitaire ne peut pas remplacer une solution politique. Tant que la communauté internationale acceptera que l'aide humanitaire serve de substitut à une réponse politique au conflit au Myanmar, ces camps continueront d'exister, non plus comme une exception, mais comme une norme.



**Noor Fatema, dix ans.**



**Mohammad Arman, deux ans**



**Mukarama, quatre ans**



**Asikur Rahman, deux ans.**

**Mohammad Amin, deux ans.**